

**Tendances récentes :** La région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) a connu une vigoureuse reprise économique au deuxième semestre de 2021 et la production est remontée à son niveau pré-COVID dans plusieurs pays. Les résultats économiques ont été inégaux dans la région, selon la gravité et les effets de la pandémie.

En Arabie saoudite, l'accroissement de la production pétrolière s'est accompagné d'une reprise du secteur non pétrolier rendue possible par l'accélération de la vaccination. La pandémie a eu un effet relativement limité sur le secteur des services en République islamique d'Iran, tandis que la production pétrolière et l'activité industrielle ont rebondi. L'économie égyptienne a progressé plus rapidement que prévu durant l'exercice 2020/21, à la faveur d'une solide demande de consommation, de l'augmentation des envois de fonds et d'une inflation plus modérée que les années précédentes. En Tunisie, la reprise a été freinée par la multiplication des cas de COVID au milieu de 2021 et les nouvelles restrictions imposées aux déplacements, ainsi que par l'incertitude politique qui a régné l'année dernière.

La hausse des prix à la consommation dans la région reste inférieure à la moyenne à long terme (sauf au Liban et en République islamique d'Iran), du fait d'une faible demande, conjuguée à des écarts de production encore négatifs et, dans nombre de pays, de régimes de taux de change fixe.

**Perspectives :** À mesure que les secteurs à forte intensité de contacts se redressent et que les réductions de production pétrolière s'estompent, à quoi s'ajoutent des politiques accommodantes, la croissance dans la région devrait s'accélérer à 4,4 % en 2022, soit plus que le taux prévu en juin 2021, avant de ralentir à 3,4 % en 2023. L'écart de revenu moyen par habitant entre les pays de la région et les pays avancés devrait cependant se creuser sur la période de prévision.

La hausse des cours du pétrole et du gaz naturel et l'augmentation de la production devraient bénéficier aux exportateurs d'énergie. En Arabie saoudite, le secteur pétrolier devrait rebondir, ce qui stimulera les exportations, tandis que les taux de vaccination élevés et l'accélération des investissements favoriseront l'activité non pétrolière. En Iraq, la production devrait augmenter de 7,3 % en 2022, tirée par le secteur pétrolier. Le taux de croissance prévu pour 2022 en République islamique d'Iran a été révisé à la hausse compte tenu de la reprise progressive du secteur pétrolier et de l'allègement des restrictions imposées aux déplacements en raison de la pandémie.

Les perspectives à court terme se sont également améliorées pour les importateurs de pétrole. En Égypte, la production devrait augmenter de 5,5 % au cours de l'exercice allant jusqu'en juin 2022, en raison de l'amélioration de la demande extérieure des principaux partenaires commerciaux du pays, de l'expansion des secteurs des technologies de l'information et de la communication ainsi que des industries extractives (gaz), et de l'amélioration progressive du tourisme. Au Maroc, en revanche, l'économie devrait s'accélérer de seulement 3,2 % en 2022, taux inférieur à celui prévu en juin 2021, en raison du ralentissement de la production agricole.

**Risques :** Les nouvelles flambées de COVID-19, l'agitation sociale, le niveau élevé de la dette dans certains pays et les conflits pourraient freiner l'activité économique dans la région MENA. Avec moins des deux cinquièmes de la population entièrement vaccinée dans la région (et principalement concentrée dans les pays à revenu élevé), les perturbations économiques liées à la pandémie demeurent un risque majeur.

Les fluctuations des prix pétroliers pourraient affaiblir l'activité dans la région, faisant des perdants et des gagnants chez les importateurs et les exportateurs de pétrole, selon le cas. Le sous-investissement dans le secteur pourrait empêcher les pays exportateurs de tirer parti des prix élevés du pétrole. La propagation rapide du variant Omicron pourrait freiner la demande mondiale et entraîner une baisse des cours pétroliers.

La multiplication des catastrophes naturelles liées au changement climatique compromet l'existence et les moyens de subsistance des populations de la région. Au fil du temps, la hausse des températures réduirait les surfaces cultivées, les rendements agricoles et les ressources en eau déjà limitées, ce qui pourrait compromettre la sécurité alimentaire, entraîner des déplacements de population, réduire la productivité du travail et accroître les risques de conflit.

Télécharger les *Perspectives économiques mondiales*: <http://wrlid.bg/PC1z50Hp0la>

### Prévisions pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2019	2020	2021e	2022p	2023p
PIB aux prix du marché (prix moyens en dollars sur la période 2010-19)					
<b>Algérie</b>	1,0	-5,1	4,1	2,0	1,5
<b>Bahreïn</b>	2,1	-5,1	3,5	3,2	2,9
<b>Djibouti</b>	7,8	0,5	5,1	4,3	5,5
<b>Égypte<sup>a</sup></b>	5,6	3,6	3,3	5,5	5,5
<b>Iran <sup>a</sup></b>	-6,8	3,4	3,1	2,4	2,2
<b>Iraq</b>	6,0	-15,7	2,6	7,3	6,3
<b>Jordanie</b>	2,0	-1,6	2,2	2,3	2,3
<b>Koweït</b>	-0,6	-8,9	2,0	5,3	3,0
<b>Liban<sup>b</sup></b>	-6,7	-21,4	-10,5	..	..
<b>Libye<sup>b</sup></b>	2,5	-31,3	78,2	..	..
<b>Maroc</b>	2,6	-6,3	5,3	3,2	3,5
<b>Oman</b>	-0,8	-2,8	3,0	3,4	4,1
<b>Qatar</b>	0,8	-3,6	3,0	4,8	4,9
<b>Arabie saoudite</b>	0,3	-4,1	2,4	4,9	2,3
<b>Tunisie</b>	1,5	-9,2	2,9	3,5	3,3
<b>Émirats arabes unis</b>	3,4	-6,1	2,7	4,6	2,9
<b>Cisjordanie et Gaza</b>	1,4	-11,3	6,0	3,4	3,4

Source : Banque mondiale.

Note : e = estimation ; p = prévision. Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment actualisées en fonction des nouvelles données et de l'évolution de la conjoncture (mondiale). Par conséquent, les projections présentées ici peuvent différer de celles figurant dans d'autres documents de la Banque, même si les évaluations de base des perspectives des pays ne diffèrent pas de manière significative à un moment donné.

a. Chiffres basés sur l'exercice budgétaire. Voir l'annexe régionale pour plus de précisions sur les chiffres de chaque exercice.

b. Les prévisions pour le Liban et la Libye au-delà de 2021 sont exclues en raison de leur haut degré d'incertitude.